



## Mise au point du 27 octobre 2023

**Le journal du Syndicat des enseignantes et des enseignants du Cégep de l'Outaouais (SEECO)**  
*Le Plus-Mot, le journal par les profs pour les profs !*

### **Le personnel professionnel et le soutien**

## **Des allié.e.s essentiels à notre travail !**

Le Comité Plus-Mot a appris avec surprise la réaction plus que négative de certain.e.s de nos collègues professionnel.le.s et du soutien face à notre article sur les accommodements demandés par le Service de soutien en adaptation scolaire (SSAS) de notre numéro du 15 septembre dernier.

Cette stupéfaction de notre part s'explique, en partie, par le fait que nous n'avons jamais eu l'intention de blesser qui que ce soit. Au contraire, nous reconnaissons le travail de nos collègues et appuyons leurs revendications, couvrons les actions intersyndicales et avons mentionné à plus d'une reprise dans ce journal (et pas plus tard que dans le dernier numéro) l'importance déterminante de leurs interventions auprès de nos étudiant.e.s.

Notre journal parle principalement d'enseignant.e.s et de conditions de travail, et notre article visait en particulier deux objectifs : à s'exprimer sur la surtâche qu'entraînent les demandes d'accommodement de plus en plus pointues et à faire un lien avec la nouvelle politique d'adaptation scolaire qui n'a pas encore été adoptée, celle qui vise à mieux se conformer à la loi. Nous insistons sur le fait que nous ne sommes pas contre l'idée d'aider des étudiant.e.s à mieux réussir leurs études, au contraire ; mais on peut (et même on doit) critiquer le fait que cette loi et certaines applications qu'on pourrait en faire entraînent un alourdissement de notre travail, ce qui finit par nuire à la qualité de celui-ci. Il ne faut donc pas en faire une interprétation personnalisée. Nous débattons ici d'idées, comme il est sain de le faire dans toute organisation guidée par des principes démocratiques.

Nous rappelons toujours la même chose depuis des années : à sa création, Marie-Claude Tousignant, la première coordonnatrice du SSAS, s'était donné pour mandat de prendre en charge les étudiant.e.s en situation de handicap (EESH) afin de s'assurer que les enseignant.e.s ne voient pas la différence dans leur classe. Encore aujourd'hui, le SSAS veille à aider l'étudiant.e à mieux intégrer le groupe régulier, nous le reconnaissons pleinement. De leur côté, avec le temps et à force de conscientisation, les profs ont de plus en plus pris la responsabilité de travailler à la pédagogie universelle et à intégrer les mesures d'accommodement à leurs activités quotidiennes. Il faut néanmoins admettre que ces demandes vont de plus en plus loin. L'Exécutif et d'autres représentant.e.s à divers comités l'ont répété : les profs ont grandement besoin des services du SSAS (et aussi du SAPS, le Service d'aide psychosociale) pour être en mesure de faire un bon travail. Nous devons donc faire entendre nos besoins. Le *Plus-Mot* est un moyen d'expression de ces besoins, et d'autres instances visent davantage les directions concernées. Nous les avons également explorées bien avant et depuis : la Commission des études, le Comité des relations de travail, et de nombreuses rencontres avec les directions.

Nous savons très bien que nos collègues ne décident pas personnellement des obligations qui reviennent au collègue d'accommoder nos étudiant.e.s en situation de handicap ou à besoin particulier (que nous devons mieux intégrer aux études supérieures, nous sommes entièrement d'accord). Le résultat est pourtant le même

*(Suite à la page suivante)*

(Suite de la page précédente)

pour nous : quand un.e prof apprend qu'elle ou il doit modifier sa préparation ou ses approches pédagogiques au moment même où la session commence, il y a de quoi être découragé.e. C'est ce qui s'est passé à la rentrée cette année.

Notre étonnement face aux rumeurs de réactions négatives s'explique aussi par le fait que notre journal, conçu par des profs bénévoles qui y mettent énormément de temps et d'énergie, s'adresse précisément aux profs. Nous ne sommes pas contre le fait qu'il soit lu par d'autres corps d'emploi, bien au contraire : si d'autres personnes y trouvent une certaine satisfaction à la lecture, tout le monde est bienvenu à lire le *Plus-Mot*, un journal qui se veut informatif mais aussi humoristique. Il faut cependant garder en tête que notre publication vise à répondre au besoin des enseignant.e.s de parler de conditions de travail, et que pour bien comprendre nos articles, il faut s'imaginer dans leur réalité. Ici, il aurait fallu comprendre notre frustration de voir notre tâche s'alourdir de nouveau, de

sentir que notre liberté académique (pourtant conventionnée et qui nous garantit le choix de nos méthodes pédagogiques) semble bafouée, non pas par nos collègues de ces services, mais par l'air du temps qui dévalorise l'expertise enseignante. Certains articles du *Plus-Mot* sont donc parfois critiques, et les caricatures visent à alléger le tout..

Enfin, nous sommes également étonnés de n'avoir reçu aucune communication formelle sur le sujet, ni journal ni à l'Exécutif, même si cet article a été publié il y a plus de deux mois. On a préféré s'adresser au DG et à d'autres directions. Nous sommes pourtant des gens ouvert.e.s et prêt.e.s à la discussion.

En ces temps de négociations en Front commun, nous ne pouvons qu'espérer que notre volonté partagée de sauver les services publics nous permette de passer par-dessus nos différends pour nous concentrer sur ce qui est au cœur de notre travail et qui nous lie : le bien-être de nos étudiant.e.s et le respect des conditions de travail convenues.

